



CHSCTD01 du jeudi 25 juin 2020

Déclaration préalable de la FSU de l'Ain

Madame la Directrice académique, ce CHSCT clôt une année scolaire inédite, unique, exceptionnelle.

Année inédite, car elle a vu se succéder, pour la plupart des établissements, 4 voire 5 fonctionnements différents dans la prise en charge des élèves, avec son lot d'incertitudes, d'imperfections, d'ajustements, d'adaptations, de bonnes et de mauvaises surprises, dans le contexte pesant de la crise sanitaire, et au prix d'une fatigue incommensurable pour tous les personnels.

Année unique pour notre CHSCT, qui se sera réuni lors de 9 journées, dont 5 ces deux derniers mois. Ceci montrant au passage l'importance centrale de cette instance, alors qu'elle est menacée. Malheureusement, le gouvernement n'a pas l'air décidé à regarder les choses avec recul et intelligence, et semble résolu, de façon purement idéologique et malgré le contexte, à supprimer les CHSCT dans la Fonction publique.

Année exceptionnelle, car elle a contraint tous les personnels à créer, inventer, ajuster, souvent avec des outils défailants ou inadaptés, avec des moyens insuffisants, et la plupart du temps dans l'urgence. Exceptionnelle, elle doit le rester, car il ne serait pas acceptable que nos collègues revivent une période aussi dure et déstabilisante. D'aucuns souhaitent déjà vivement et sans discernement installer définitivement dans les pratiques professionnelles certains pis-aller que les agents ont dû utiliser à défaut d'alternatives : cours à distance, cours en visio-conférence, appels aux familles de leur propre téléphone, échanges de mails les soirs, les week-ends, les vacances... Il est urgent de revenir à la normale, et de réinstaurer des usages qui ne soient pas pathogènes pour nos collègues. Mais il est surtout urgent de tirer toutes les leçons de cet épisode.

Car oui, les agents de l'Éducation nationale ont assuré l'essentiel, et les enquêtes d'opinion montrent heureusement la confiance que mettent en eux les usagers, malgré une immense campagne de dénigrement orchestrée par certains média malfaisants... campagne qui nous a fait mal... et que le Ministre, en lequel les usagers ne mettent plus leur confiance, n'a pas jugé utile de faire cesser. Pourtant, nos collègues n'ont pas fait au mieux... ils ont fait au moins pire. Ne nous y trompons pas, la classe sans la classe, ce n'est pas la classe ! La si mal-nommée « continuité pédagogique » a été en réalité une immense rupture pédagogique et humaine. L'humain a manqué, impactant les élèves les plus faibles et les plus fragiles socialement. Mais si les personnels ont assuré l'essentiel, cela a été au prix d'un travail titanesque, sans interruption depuis trois mois et demi, et ils finissent cette année exsangues.

Nous ne voulons plus jamais revivre une telle période où le calendrier scolaire et éducatif, qui nécessite normalement du temps, du calme, de l'anticipation, a été en permanence saboté par le calendrier politique et médiatique du Gouvernement. Ordres, contrordres, flottements, incertitudes, volte-face, manques d'anticipation, injonctions contradictoires, ont ponctué toutes ces semaines, et ce « management BFM » a fragilisé les personnels et toute l'institution : vous, nous, nos collègues. Et ce n'est que grâce à la conscience professionnelle de tous ses agents que l'institution ne s'est pas écroulée.

Le cas des collègues est particulièrement éclairant : le fonctionnement a été supportable pour nos collègues comme pour les élèves, là où les équipes de direction ont échangé, écouté, fait confiance, et impliqué toutes les équipes (enseignantes, de vie scolaire et administratives) dans le choix des modes d'organisation. Inversement, là où le dialogue n'a pas existé, et où a sévi le management par la note de service, les personnels ont été infantilisés et les choix effectués n'ont pas été satisfaisants pour les usagers, n'ont pas fait sens, et ont épuisé les personnels. Car de bonnes conditions de travail... ce n'est pas juste l'absence de mauvaises conditions de travail. Ce sont des modes d'organisation qui ont du sens, car ils ont été construits avec l'assentiment des personnels, et leur ont donné l'impression du travail bien fait.

Le CHSCT doit logiquement sortir renforcé de cette période. Dans ses prérogatives, dans sa faculté à interroger le travail, à protéger les personnels, et à contribuer à construire une culture de la prévention dans nos établissements. Vaste programme, car nous en sommes encore loin ! Et les résultats concrets de ce que nous préconisons tardent toujours à se voir sur le terrain.